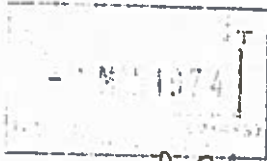


Service des Etablissements Classés

N° 9328

C = 276



ACCUSE DE RECEPTION

D'UNE DECLARATION D'ETABLISSEMENT DANGEREUX,  
INSALUBRE OU INCOMMODE de 3ème CLASSE

(Application de la loi modifiée du 19 décembre 1917)

Le Préfet du Département de Seine-et-Marne

accuse réception au **Groupeement d'Expansion et Distribution du lait et  
Produits Laitiers (Sté G.E.D. YOPLAIT)**  
~~industriel~~ dont le siège social est à MEAUX, 4 place Jean Bureau

de sa déclaration en date du **22 novembre 1973**

concernant ~~l'exploitation~~ **l'exploitation**, dans son établissement situé à  
**MAREUIL-lès-MEAUX**, route de Meaux, qui a fait l'objet des accusés de réception  
n° 8030 et 8413 des 18 juin 1970 et 8 juillet 1971, des installations suivantes :

- compresseur d'air
- garage couvert et parking totalisant une surface utile de 750 m2 garant des véhicules de toutes catégories à plus de 50 mètres d'un établissement d'enseignement ou hospitalier et à plus de 5 mètres de toute construction non résistante au feu.

Cet établissement est rangé dans la 3<sup>e</sup> classe des établissements dangereux,  
insalubres ou incommodes, par référence au n° **33 bis - 276-15** de la nomenclature desdits établissements.

Par application de la loi modifiée du 19 décembre 1917,

**M. la Société G. E. D. - YOPLAIT**

*devra se soumettre aux prescriptions générales ci-jointes déterminées pour les établissements de la catégorie dont il s'agit ainsi qu'aux prescriptions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.*

*Le présent accusé de réception est délivré uniquement dans le cadre de la législation des établissements classés, il ne fait pas obstacle à l'application de toute autre réglementation. A ce titre, le déclarant aura à se pourvoir éventuellement auprès des autorités compétentes des autorisations nécessaires (notamment permis de construire, occupation du domaine public, autorisation d'occupation du sol, application de la réglementation des lotissements, etc...).*

*Si l'établissement n'est pas ouvert dans le délai de trois ans à partir de la déclaration ou si son exploitation est interrompue pendant plus de deux années consécutives, l'industriel devra faire une nouvelle déclaration.*

**Destinataires :**

- la Société G.E.D. YOPLAIT
- le Sous-Préfet de Meaux
- le Maire de Mareuil-lès-Meaux
- l'Ingénieur Subdivisionnaire des Mines (Meaux)
- le Directeur départemental de l'Equipement
- l'Inspecteur départemental des Services d'Incendie et de Secours

MELUN, le

**28 FEV. 1974**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
Le Directeur de l'Administration  
Générale et de la Réglementation,

**R. LATRILLE**

Un exemplaire du présent récépissé sera déposé en mairie pour être communiqué sur place aux personnes intéressées.